



TOTAL

Le FISC ne viendra plus chez nous par hasard

Sans les routes et les chemins de fer, **financés par l'argent public**, Total ne pourrait pas amener son essence jusqu'à ses stations.

Sans l'Education nationale, **financée par l'argent public**, Total ne bénéficierait pas de salarié-e-s formé-e-s qui vendent son essence.

Sans le système de santé, **financé en partie par l'argent public**, Total ne bénéficierait pas de salarié-e-s en pleine forme pour travailler.

Sans les personnels des tribunaux de commerce, **financés par l'argent public**, Total ne pourrait pas se retourner contre ses concurrents pour protéger sa marque ou ses secrets industriels.

Et même, sans la police, **financée par l'argent public**, Total ne bénéficierait pas d'une protection de ses stations contre les personnes légitimement énervées par ses pratiques!

Total pourrait au moins payer loyalement ses impôts afin de contribuer un peu au financement de ces services publics. Mais les Paradise Papers ont révélé que Total utilise un système opaque pour éviter de payer des impôts. Ainsi, au moins un milliard de profit a échappé à tout impôt sur ces cinq dernières années.

Ne laissons pas les multinationales assécher nos services publics !

Après l'action « Paradise Papers » du 22 novembre au magasin Nike de Saint Grégoire, nous appelons à un **Rassemblement le jeudi 30 novembre à 18h30 devant la station Total de la route de Fougères, près du rond point des Gayeulles (Bus C3 ou 70, arrêt Joliot Curie).**

Modalités d'action : une banderole « Total : rendez-nous l'argent » sera déployée devant la station, nous distribuerons ce tract et crierons des slogans.